



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.595/2
du 9 décembre 2015

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions selon lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être octroyée aux Centres de référence VIH/SIDA pour le traitement prophylactique en cas d'exposition accidentelle non-professionnelle au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou d'exposition accidentelle professionnelle'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.595/2
van 9 december 2015

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder aan de hiv/aids- referentiecentra, een tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen kan worden toegekend voor de profylactische behandeling in geval van accidentele niet-professionele blootstelling aan het human immuundeficiëntie virus (HIV) virus of van accidentele professionele blootstelling'

Le 4 décembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions selon lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être octroyée aux Centres de référence VIH/SIDA pour le traitement prophylactique en cas d'exposition accidentelle non-professionnelle au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou d'exposition accidentelle professionnelle'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 décembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 décembre 2015.

*

Op 4 december 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder aan de hiv/aids-referentiecentra, een tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen kan worden toegekend voor de profylactische behandeling in geval van accidentele niet-professionele blootstelling aan het human immuundeficiëntie virus (HIV) virus of van accidentele professionele blootstelling'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 december 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 december 2015.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence pour le projet d'arrêté qui vous est soumis se justifie par le fait que cet arrêté doit être publié en 2015 étant donné que les paiements des arriérés pour 2013, 2014 et les trois premiers trimestres de 2015 doivent être effectués le plus rapidement possible dans le cadre du budget disponible en 2015 ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ ET PORTÉE DU PROJET

Pour l'essentiel, le projet soumis pour avis est similaire au projet d'arrêté royal 'fixant les conditions selon lesquelles une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités peut être octroyée pour le traitement prophylactique en cas d'exposition non-professionnelle au virus de l'immunodéficience humaine ou d'exposition professionnelle non prise en charge par l'assurance accident du travail, ni par le Fonds des maladies professionnelles ni par une autre assurance en Belgique ou à l'étranger aux Centres de référence VIH/SIDA ayant signé une convention avec le Comité de l'assurance de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité', sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné le 27 juillet 2015 l'avis 57.717/2/V.

Lorsque la section de législation du Conseil d'État a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis. Dans ce dernier cas, le Conseil d'État ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont été ou non correctement suivies.

Les différences par rapport au premier projet consistent essentiellement en des adaptations destinées à tenir compte de l'avis précité, notamment des observations générales 2 et 3, selon lesquelles « il apparaît justifié, non plus de prolonger les effets de l'arrêté royal du 9 juin 2009 précité, mais d'adopter un nouvel arrêté royal produisant cette fois ses effets pour une durée indéterminée » et qu'« il laisse encore à la convention le soin de déterminer plusieurs éléments essentiels, comme par exemple les critères auxquels les patients doivent satisfaire (article 3, § 2, premier tiret) et les conditions supplémentaires auxquelles les centres de référence SIDA doivent satisfaire (article 3, § 2, troisième tiret), outre celles déjà prévues par l'arrêté en projet ».

Le présent avis porte donc uniquement sur les dispositions qui sont nouvelles par rapport au projet sur lequel a été donné l'avis 57.717/2, à savoir :

- la diminution du montant, prévu à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2 ;
- la limitation du nombre de délégués au Comité d'accompagnement à un seul par centre de référence, prévu à l'article 8, premier tiret,
- l'article 9.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'accord du Ministre du Budget est demandé concomitamment à la demande d'avis. Il appartient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.
2. Les modifications apportées par le projet à la première version de celui-ci doivent être soumises à l'examen du Comité de l'assurance.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. En vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, lorsque, par application de l'alinéa 1^{er}, 3^o, l'urgence est invoquée pour une demande d'avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

La motivation mentionnée dans la demande d'avis n'est pas correctement reproduite dans le préambule du projet. Il y a lieu d'y remplacer le passage «, le plus vite possible, » par « en 2015 ».

2. Le visa relatif à l'avis du Conseil d'État sera modifié afin de faire apparaître que l'avis 57.717/2/V a été donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

DISPOSITIF

Article 8

La version française doit être mise en concordance avec la version néerlandaise.

Article 9

L'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, ne procure pas de fondement légal à l'article 9.

*

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de motivering in de brief als volgt:

“L’urgence pour le projet d’arrêté qui vous est soumis se justifie par le fait que cet arrêté doit être publié en 2015 étant donné que les paiements des arriérés pour 2013, 2014 et les trois premiers trimestres de 2015 doivent être effectués le plus rapidement possible dans le cadre du budget disponible en 2015.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID EN STREKKING VAN HET ONTWERP

Het ontwerp dat om advies is voorgelegd, stemt grotendeels overeen met het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder aan de hiv/aids-referentiecentra die een overeenkomst hebben ondertekend met het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, een tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen kan worden toegekend voor de profylactische behandeling in geval van niet-professionele blootstelling aan het human immunodeficiency virus of van professionele blootstelling die niet ten laste wordt genomen door de arbeidsongevallenverzekering, noch door het Fonds voor Beroepsziekten, noch door een andere verzekering in België of in het buitenland’, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 27 juli 2015 advies 57.717/2/V heeft gegeven.

Wanneer de afdeling Wetgeving van de Raad van State een advies heeft gegeven, heeft ze, wat de onderzochte bepalingen betreft, haar bevoegdheid opgebruikt en komt het haar derhalve niet toe om zich daarover opnieuw uit te spreken, ongeacht of die bepalingen ongewijzigd gebleven zijn dan wel herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn. In dat laatste geval spreekt de Raad van State zich niet uit over de vraag of die opmerkingen al dan niet correct zijn gevolgd.

De verschillen ten opzichte van het eerste ontwerp bestaan hoofdzakelijk in aanpassingen die ertoe strekken met het voormelde advies rekening te houden, inzonderheid de algemene opmerkingen 2 en 3, naar luid waarvan “het gerechtvaardigd [lijkt] de uitwerking van het voornoemde koninklijk besluit van 9 juni 2009 niet opnieuw te verlengen maar een nieuw koninklijk besluit aan te nemen dat ditmaal uitwerking heeft voor onbepaalde duur” en “[in het ontworpen besluit] [...] toch [wordt] verwezen naar de overeenkomst voor het bepalen van verscheidene essentiële elementen, zoals de voorwaarden waaraan de patiënten moeten voldoen

(artikel 3, § 2, eerste streepje) en de extra voorwaarden waaraan de aids-referentiecentra moeten beantwoorden (artikel 3, § 2, derde streepje), bovenop die waarin het ontwerpbesluit al voorziet”.

Het onderhavige advies heeft dan ook alleen betrekking op de bepalingen die nieuw zijn ten opzichte van het ontwerp waarover advies 57.717/2 uitgebracht is, namelijk:

- de verlaging van het bedrag vermeld in artikel 4, § 1, tweede lid;
- de beperking van het aantal afgevaardigden bij het Begeleidingscomité tot één per referentiecentrum, waarin artikel 8, eerste streepje, voorziet,
- artikel 9.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting en dit advies zijn tegelijkertijd aangevraagd. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.
2. De wijzigingen die bij het ontwerp aangebracht worden in de eerste versie ervan dienen ter fine van onderzoek te worden voorgelegd aan het Verzekeringscomité.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Krachtens artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State dient de motivering van het spoedeisend karakter, die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit overgenomen te worden wanneer met toepassing van het eerste lid, 3°, van die bepaling om spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van reglementair besluit wordt verzocht.

De motivering die in de adviesaanvraag vermeld is, is niet op correcte wijze overgenomen in de aanhef van het ontwerp. De woorden “zo snel mogelijk” zouden daarin vervangen moeten worden door de woorden “in 2015”.

2. Het lid waarin wordt verwezen naar het advies van de Raad van State dient aldus gewijzigd te worden dat tot uiting komt dat advies 57.717/2/V gegeven is met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°.

DISPOSITIEFArtikel 8

De Franse tekst dient in overeenstemming te worden gebracht met de Nederlandse tekst.

Artikel 9

Artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994, levert geen rechtsgrond op voor artikel 9.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT